

CHARENTE - CHARENTE-MARITIME - CORRÈZE - CREUSE - DEUX-SÈVRES - DORDOGNE - GIRONDE - HAUTE-VIENNE
LANDES - LOT-ET-GARONNE - PYRÉNÉES-ATLANTIQUES - VIENNE

AQUI SOCIAL

LA SEMAINE SOCIALE EN NOUVELLE-AQUITAINE



VOTRE REVUE DE PRESSE
DU 21 AU 27 FÉVRIER 2026

NUMÉRO 18

**DANS LES ÉTABLISSEMENTS
SCOLAIRES, LES SYNDICATS
LUTTENT POUR LES HEURES**

**LA GRÈVE SE POURSUIT
À LA POUDRERIE
DE BERGERAC**

**LES SALARIÉS VOLAIENT
DES COLIS**

**L'ANCIEN GÉRANT
POURSUIVI POUR DEUX
ACCIDENTS DU TRAVAIL**

**500 000 € DÉVOLUS
À DES PRÊTS D'HONNEUR
POUR LES AGRICULTEURS**

LES MUNICIPALES, UNE TRIBUNE POUR LES REVENDICATIONS

À l'approche des élections municipales, les organisations professionnelles multiplient les interpellations.

Mardi, à **Bordeaux**, l'Umih 33 a réuni les candidats pour les questionner sur la sécurité, le stationnement, les contrôles administratifs, mais aussi sur l'emploi et l'attractivité dans l'hôtellerie-restauration, secteur en tension.

En **Charente**, l'U2P et la Capeb, qui représentent 15 000 entreprises artisanales et de proximité, demandent un accès facilité aux marchés publics et une fiscalité adaptée afin de préserver l'emploi local.

Au **Pays basque**, le syndicat LAB a saisi les candidats des 158 communes pour connaître leurs engagements sur les conditions de travail des agents territoriaux et plaide pour un rapprochement du centre de gestion basé à Pau.

VOTRE ANNONCE ICI

Contact & devis

PUB@AQUISOCIAL.FR





REVENDICATIONS

HAUTE-VIENNE

UN RASSEMBLEMENT AU SOUTIEN DES SALARIÉS DE L'USINE DEPLAND

Un rassemblement s'est tenu lundi à Saint-Junien (Haute-Vienne) après l'annonce de la fermeture de l'usine Depland, qui emploie 15 salariés. La CGT dénonce un « scandale » et des licenciements au minimum légal. Le site, propriété du groupe Gascogne, doit cesser son activité pour raisons économiques.

Pour en savoir plus :

SOURCES

Le Populaire du Centre, 27/02/2026, p. 14
Lci Limousin, 24/02/2026, en ligne



CHARENTE

LA CGT DÉNONCE UNE DÉGRADATION DU CLIMAT SOCIAL CHEZ NAVAL GROUP À RUELLE...

La CGT de Naval Group à Ruelle (Charente) estime que le climat social s'est dégradé depuis l'arrivée du nouveau directeur. Le syndicat évoque un licenciement contesté et plusieurs mises à pied récentes, sur fond d'alerte de risques psychosociaux.

Pour en savoir plus :

SOURCES

Charente Libre, 23/02/2026, p. 4



... ET FUSTIGE LES 15 HEURES DE TRAVAIL HEBDO POUR BÉNÉFICIER DU RSA EN CHARENTE

L'union départementale CGT de la Charente critique l'instauration des 15 heures d'activités hebdomadaires pour les allocataires du RSA, décidée par la nouvelle gouvernance du Département au début du mois. Le syndicat dénonce un dispositif assorti de sanctions possibles.

Pour en savoir plus :

SOURCES

Charente Libre, 25/02/2026, p. 4



EN RÉGION

DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES, LES SYNDICATS LUTTENT POUR LES HEURES

Hier, à **Bergerac** (Dordogne), le lycée Maine-de-Biran a suspendu trois jours de grève après avoir sauvé un poste sur cinq menacés. À **Villeneuve-sur-Lot** (Lot-et-Garonne), près de 135 heures de cours et plus de sept postes sont supprimés au lycée Lot-et-Bastides : les syndicats SNES-FSU, FO, Sud Éducation et CGT se sont mobilisés jeudi.

A **Nérac**, en Lot-et-Garonne toujours, une quarantaine de personnels de la Cité scolaire poursuivent leur mouvement pour la même cause, entamé lundi. A **Buxerolles** (Vienne), une cinquantaine de personnes se sont rassemblées hier également devant les grilles du collège Jules-Verne contre un plan d'économies.

Les préoccupations touchent aussi le primaire.

Dans la **Vienne**, la FSU et la CGT redoutent 50 à 60 fermetures de classes, ce qui concernerait potentiellement une école sur cinq.

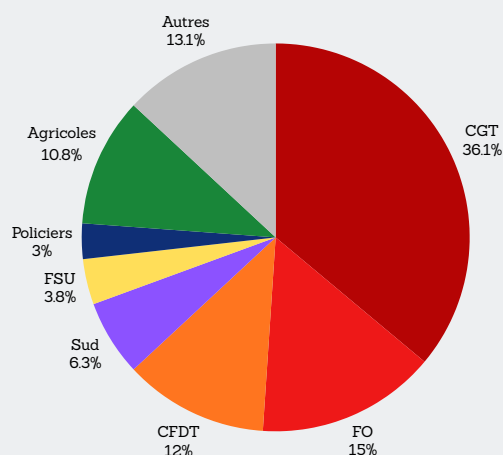
Pour en savoir plus :

SOURCES

La Nouvelle République, édition de la Vienne, 23/02/2026, p. 7
sudouest.fr, 26/02/2026, en ligne
Lci Poitou, 26/02/2026, en ligne
Sud Ouest Lot-et-Garonne, 27/02/2026, p. 18
La Dépêche du midi, édition du Lot-et-Garonne, 27/02/2026, p. 21 et 22



La médiatisation des syndicats en région



Constatée par notre revue de presse, depuis le 15/09/2025.



REVENDICATIONS

EN RÉGION

LA CGT ALERTE SUR L'ÉTAT PRÉOCCUPANT DES BOURSES DU TRAVAIL DANS LA RÉGION

Une soixantaine de bourses du travail seraient menacées en France, selon la CGT. Dans la Vienne, celles de Poitiers et de Châtellerauld en font partie. À Poitiers, la Maison du Peuple, occupée depuis 1931 par les syndicats, est jugée vétuste et inadaptée. Le déménagement est en discussion depuis 2009 alors qu'une convention court jusqu'en fin d'année prochaine. Selon le site de l'organisation, sont aussi concernées en Nouvelle-Aquitaine les bourses de Bordeaux, Angoulême, Limoges, et celle de Ruffec (Charente) qui fait elle l'objet d'une "alerte sérieuse".

Pour en savoir plus :

SOURCES

Ici Poitou, 22/02/2026, en ligne
cgt.fr, 09/02/2026, en ligne



DORDOGNE

LA GRÈVE SE POURSUIT À LA POUDRERIE, L'INTERSYNDICALE ESTIME SON COÛT À 8 M€

Les salariés d'Eurencos à Bergerac (Dordogne) ont bloqué mercredi l'entrée de la Poudrerie, à l'appel de la CGT et de FO. En grève depuis fin janvier, ils réclament toujours 130 € brut mensuels supplémentaires, des embauches et une meilleure mutuelle. D'après l'intersyndicale, la grève qui joue les prolongations aurait déjà coûté 8 M€ à l'entreprise.

Pour en savoir plus :

SOURCES

Ici Périgord, 25/02/2026, en ligne
Sud Ouest Dordogne, 26/02/2026, p. 12



Transmettez nous vos infos en direct
info@aquisocial.fr

Notre baromètre social en Nouvelle-Aquitaine

Méthodologie. Nous proposons une tendance du climat social des territoires en Nouvelle-Aquitaine, en croisant différents indicateurs médiatiques, relevés par nos soins dans la PQR jour après jour, et statistiques, fournis par des organismes officiels.

Chaque département reçoit une note sur dix, moyenne des critères négatifs et positifs, calculés pour 10 000 salariés employés (la région en compte 2,5 M), afin de permettre une comparaison significative en dépit des disparités du nombre de travailleurs. Plus la moyenne est élevée, meilleur nous semble le climat social du territoire.

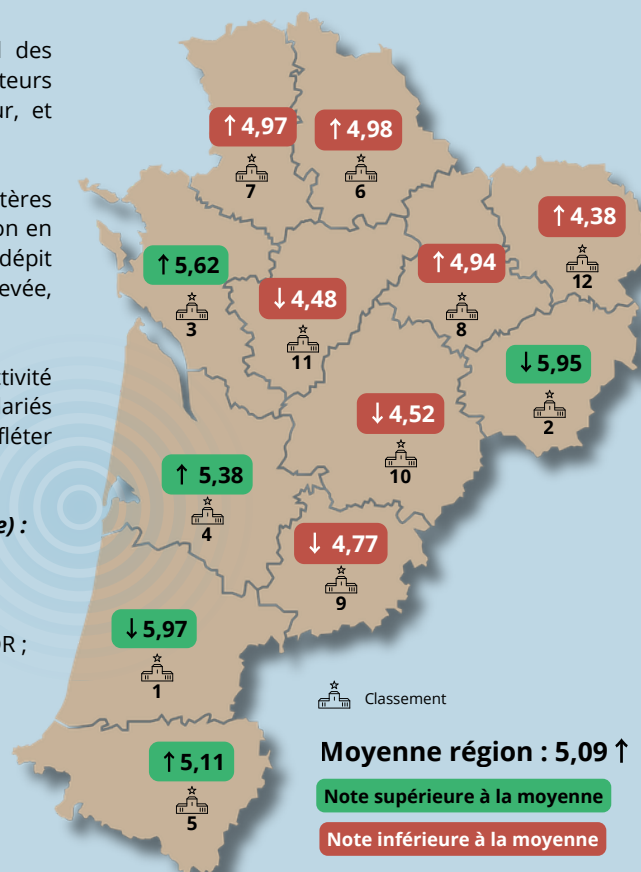
Il s'agit strictement d'un sentiment, à l'instant t, fonction de l'activité médiatique, et forcément en partie biaisé par la propension des salariés à communiquer mais aussi par les intérêts journalistiques à refléter leurs actions, au gré des rédactions.

Indicateurs négatifs (plus le taux est élevé, moins la note est bonne) :

- Taux de chômage - Insee ;
- Taux de revendications (grèves, manifestes, etc.) - PQR ;
- Plans sociaux - PQR ;
- Conflits du travail portés devant les tribunaux et médiatisés - PQR ;
- Taux d'accidents du travail - Carsat.

Indicateurs positifs (plus le taux est élevé, meilleure est la note) :

- Investissements - PQR ;
- Initiatives en faveur de l'emploi et de la formation - PQR ;
- Créations d'entreprises - Insee ;
- Besoins en main d'œuvre - France Travail ;
- Accords d'entreprises signés - Légifrance.





REVENDICATIONS

DEUX-SÈVRES

LES INTERMITTENTS DU SPECTACLE DÉBARQUENT DÉGUISÉS AU MEDEF

Des intermittents du spectacle ont mené une action déguisés en inspecteurs, mercredi devant le Medef à Niort, à l'appel de la CGT spectacle. Le syndicat conteste la demande patronale d'ajouter 50 heures annuelles pour ouvrir des droits au chômage, estimant que des milliers de professionnels seraient exclus.

Pour en savoir plus :

SOURCES

La Nouvelle République, édition des Deux-Sèvres, 25/02/2026, en ligne



PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

LA CGT INTERPELLE LA MINISTRE SUR LA SOUFFRANCE AU TRAVAIL À L'HÔPITAL DE PAU

La section CGT de l'hôpital de Pau a adressé un courrier à la ministre de la santé et au directeur de l'ARS pour dénoncer des conditions de travail difficiles, autour notamment de la question des remplacements. Le syndicat avait déjà effectué cette démarche l'an passé.

Pour en savoir plus :

SOURCES

La République des Pyrénées, 25/02/2026, p. 7



CREUSE

UN RASSEMBLEMENT AU SOUTIEN D'UN JEUNE MAÇON MENACÉ D'EXPULSION À GUÉRET

Environ 150 personnes, dont des militants CGT, se sont rassemblées jeudi devant la préfecture de Guéret pour soutenir une jeune maçon de 19 ans en CDI chez Eiffage et joueur de l'AS Gouzou, visé par une OQTF pour non-conformité d'état civil. Un recours a été déposé devant le tribunal administratif de Limoges.

Pour en savoir plus :

SOURCES

Ici Creuse, 26/02/2026, en ligne



VIENNE

À POITIERS, LES SALARIÉS DE L'EHPAD RÉCLAMENT UNE REVALORISATION

Les salariés de l'Ehpad des Feuillants de Poitiers ont débrayé mardi, avec l'appui de la CGT. Ils demandent une revalorisation salariale et dénoncent l'intégration de la prime Ségur dans le calcul des hausses.

Pour en savoir plus :

SOURCES

La Nouvelle République, édition de la Vienne, 25/02/2026, p. 11



LES AIDES-SOIGNANTS MANIFESTENT DEVANT LA PERMANENCE DE LEUR CADRE

Des aides-soignants CGT d'Ehpad du groupe Vivalto Vie ont manifesté mercredi devant la permanence de campagne de François Blanchard, l'un des cadres de la société, par ailleurs candidat aux municipales du mois prochain à Poitiers.

Ils réclament sa démission et dénoncent des salaires jugés insuffisants malgré une revalorisation au 1^{er} février.

Pour en savoir plus :

SOURCES

La Nouvelle République, édition de la Vienne, 26/02/2026, p. 8



Retrouvez **AQUISOCIAL** sur tous vos écrans





DROIT DU TRAVAIL

CORRÈZE

LA MÉDECINE DU TRAVAIL PRÉSENTE DES ÉVOLUTIONS CONTRE LA PÉNIBILITÉ

Le SPST a réuni mardi à Brive (Corrèze) entreprises et professionnels autour de la prévention de la pénibilité. Exosquelette, lit médicalisé et blouse ergonomique ont été présentés. Le service suit 152 000 salariés en Corrèze et en Dordogne.

Pour en savoir plus :

SOURCE

La Montagne, édition de la Corrèze, 25/02/2026, p. 9



DORDOGNE

UNE NOUVELLE BATAILLE JURIDIQUE POUR LES PAPÈTERIES DE CONDAT

Quinze ex-salariés des Papeteries de Condat au Lardin-Saint-Lazare (Dordogne), licenciés lors du PSE de décembre 2023, ont saisi mardi le conseil de prud'hommes de Périgueux.

Ils contestent les critères retenus.

Pour en savoir plus :

SOURCES

Ici Périgord, 25/02/2026, en ligne
Sud Ouest Dordogne, 25/02/2026, p. 11



HAUTE-VIENNE

LA COUR D'APPEL CONFIRME LA CONDAMNATION DE LA SOCIÉTÉ DE DÉSAMIANTAGE

La cour d'appel de Limoges a confirmé mercredi la condamnation (en 2024) de la société NSDP, basée à Feytiat (Haute-Vienne), pour mise en danger de salariés lors de chantiers de désamiantage. Sa gérante écope de deux ans de prison dont un ferme sous bracelet. Plus de 40 salariés seront indemnisés par des sommes parfois conséquentes.

Pour en savoir plus :

SOURCE

Le Populaire du Centre, 26/02/2026, p. 4



LANDES

L'ANCIEN GÉRANT DE LA SOCIÉTÉ DE CHARPENTE POURSUIVI POUR DEUX ACCIDENTS DU TRAVAIL

Un ancien gérant d'une société de charpente d'Hagetmau (Landes) a été jugé mardi à Mont-de-Marsan pour deux accidents du travail survenus en 2022 et 2023. Les victimes avaient subi plus de 100 jours d'ITT. Le jugement sera rendu le 28 avril. Des amendes et trois mois de prison avec sursis sont requis.

Pour en savoir plus :

SOURCE

Sud Ouest Landes, 26/02/2026, p. 12



AVOCATS

Spécialistes du droit du travail?

FAITES LE SAVOIR ICI

PUB@AQUISOCIAL.FR



ACCORDS D'ENTREPRISE

CHARENTE

FRANCE VICTIMES CHARENTE INSTAURE SES CDI INTERMITTENTS EN MARS

France Victimes Charente et ses salariés ont adopté un accord sur le CDI intermittent, applicable dès le 1er mars prochain. Ce dispositif vise à adapter la présence du personnel (Employés, Techniciens, Agents de maîtrise, etc.) aux variations d'activité liées aux subventions et missions déléguées par l'État et le ministère de la Justice.

Le contrat prévoit une durée annuelle de travail entre 300 et 1 200 heures, une rémunération mensualisée majorée de 13 %, et garantit les mêmes droits que pour les salariés à temps complet.

SOURCE Légifrance



[Le texte de l'accord](#)

L'ENSEMBLE SAINT-PAUL PREND EN CHARGE LA COTISATION DE BASE À LA MUTUELLE

L'association Saint-Paul, qui gère l'établissement scolaire du même nom à Angoulême, a signé avec le syndicat SNEC-CFTC un accord selon lequel elle s'engage à prendre en charge 100 % de la cotisation de base à la mutuelle d'entreprise, limitée au montant du socle. La mesure est rétroactive au 1^{er} juillet dernier. Pour l'employeur, cela représente une charge supplémentaire de 15 000 €

SOURCE Légifrance



[Le texte de l'accord](#)



Les accords d'entreprises sont **publiquement diffusés** sur www.legifrance.fr

AQUSOCIAL

Les résumés pour vous

CREUSE

L'AECJF DÉPASSE LES 50 SALARIÉS ET MET EN PLACE SON CSE À GUÉRET

Basée à Guéret, l'Association Education Creuse Jeunes Familles (AECJF) a désormais dépassé le seuil des 50 salariés, ce qui rend obligatoire la mise en place d'un CSE. Un accord a été conclu avec les représentantes du personnel. Il précise la composition de l'instance qui se réunira six fois par an (4 titulaires, 4 suppléants), les heures de délégation (18h/mois), les modalités de consultation, le financement (1,2% masse salariale pour les activités sociales et culturelles, 0,2% pour le fonctionnement), l'accès à la BDESE.

SOURCE Légifrance



[Le texte de l'accord](#)

GIRONDE

FO ET L'UNIR SE METTENT D'ACCORD AU TERME DES NAO À MÉRIGNAC

L'UES UNIR (association UNIR et SASU Gestform Développement), basée à Mérignac (Gironde), a signé l'accord NAO avec le syndicat FO. Il prévoit une journée de solidarité offerte le 25 mai, la monétisation de 4 JRTT, le maintien de la part employeur mutuelle à 67 %, la prise en charge de la participation CPF, des sorties anticipées les 24 et 31 décembre, et une enveloppe pour revalorisations salariales individuelles, répartie exclusivement parmi la catégorie employés.

L'UNIR Gestform emploie des travailleurs en situation de handicap. Elle intervient dans les domaines de l'impression, la communication, l'événementiel, la gestion, l'administration, et l'informatique.

SOURCE Légifrance



[Le texte de l'accord](#)

Chaque semaine ici



TOUTE L'INFO SOCIALE À TÊTE REPOSÉE



ACCORDS D'ENTREPRISE

HAUTE-VIENNE

ALEDA MET EN PLACE DES ASTREINTES POUR ASSURER DES CONTINUITÉS DE SERVICES

La société Aleda, spécialiste des Solutions Points de Vente et des Services de Dématérialisation, basée à Limoges, et le délégué syndical CFE-CGC ont signé un accord encadrant le recours aux astreintes. Applicable à l'ensemble du personnel hors cadres au forfait jours, il fixe les règles de volontariat, de planification (15 jours à l'avance), de durée maximale et d'indemnisation. Les astreintes sont indemnisées jusqu'à 250 € par semaine.

SOURCE

Légifrance


[Le texte de l'accord](#)

CHARENTE-MARITIME / DEUX-SÈVRES

UNE PRIME D'ENGAGEMENT DE 900 € AU CRÉDIT AGRICOLE POUR LES PLUS INVESTIS

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres a signé avec les syndicats CFDT et CGT un accord sur les leviers de reconnaissance individuelle pour 2026. Il prévoit une enveloppe mensuelle de 52 000 € dédiée aux compétences et expertises, avec des revalorisations minimales selon les classes, et une prime d'engagement de 900 € pour les salariés les plus investis.

SOURCE

Légifrance


[Le texte de l'accord](#)

BANQUES, ICI VOUS TROUVEREZ TOUJOURS A QUI PARLER

PRESENTEZ VOS SOLUTIONS D'ÉPARGNE SALARIALE

PUB@AQUISOCIAL.FR



EMPLOI & FORMATION

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

L'UIMM ADOUR-ATLANTIQUE RECHERCHE 800 PERSONNES DANS L'INDUSTRIE

800 emplois sont à pourvoir dans la métallurgie cette année dans les Pyrénées-Atlantiques.

Le président de l'UIMM Adour-Atlantique entend faire surfer la filière aux 16 000 emplois sur le créneau du "made in France".

Pour en savoir plus :

SOURCE

La République des Pyrénées,
28/02/2026, p. 5



GIRONDE

UNE ÉCOLE VA OUVRIR À BORDEAUX AUTOUR DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Jedha AI school va ouvrir à Bordeaux une première promotion de 25 étudiants à la rentrée de septembre. L'organisme de formation continue veut proposer un cursus complet, en cinq ans, pour permettre à son public de se spécialiser dans les métiers de l'intelligence artificielle, en marge du vaste potentiel offert par l'émergence de cette technologie, dans la région comme ailleurs.

Pour en savoir plus :

SOURCE

Sud Ouest toutes éditions,
supplément "Formation", 24/02/2026, p. 10-11



À LIBOURNE, LES OPPOSANTS CANDIDATS CONTESTENT LA MASSE SALARIALE

La ville de Libourne, en Gironde, compte-t-elle trop d'agents ? Lors du dernier conseil municipal de la mandature, lundi, des opposants ont fustigé l'évolution de la masse salariale (27 M€ pour 565 agents) et envisagent, dans le cadre de leur campagne, des limitations et mutualisations.

Pour en savoir plus :

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo,
25/02/2026, p. 16 h



TRANSDEV RECRUTE DES CONDUCTEURS DE BUS SANS CV À SAINT-ANDRÉ-DE-CUBZAC

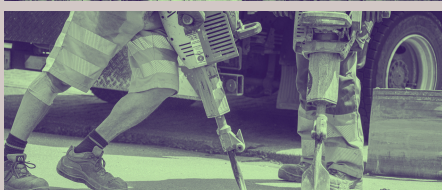
Une journée de recrutement sans CV s'est tenue mardi à Saint-André-de-Cubzac (Gironde) pour des postes de conducteurs de bus, à l'aide entre autres d'un simulateur de conduite.

Organisée par Transdev et sa filiale Prévost, avec France Travail, elle propose des formations financées pour le permis D.

Pour en savoir plus :

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo,
27/02/2026, p. 20f



Tous les métiers sont sur

AQUISOCIAL

l'hebdo qui **élargit votre horizon**

**EMPLOI & FORMATION****Les Chiffres****84 140**

Offres d'emploi ce matin
en région sur le site
francetravail.fr

26 000

entrées en formation
au troisième
trimestre 2025
dans la région

HAUTE-VIENNE**AQUASSAY RECRUTE
À LIMOGES ET EMPRUNTE
300 K€ À EDF HYDRO**

Spécialisée dans l'accompagnement pour la sobriété énergétique, la société Aquassay de Limoges, 25 salariés et 2 M€ de CA, annonce poursuivre son programme de recrutements et de développement. Elle vient d'obtenir un prêt d'honneur de 300 K€ de l'agence EDF hydro.

Pour en savoir plus :

SOURCE Le Populaire du Centre,
25/02/2026, p. 4

**CORRÈZE****UNE ÉQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE
POUR ANIMER LA NOUVELLE
UNITÉ PÉDOPSYCHIATRIQUE**

Une unité pédopsychiatrique va ouvrir dans deux semaines à Tulle (Corrèze). Une équipe pluridisciplinaire aura en charge ce service de six lits, installé sur le site du Chandou. Elle regroupe psychiatre, infirmiers, aides-soignants, assistance sociale, éducateurs spécialisés...

Pour en savoir plus :

SOURCES La Montagne, édition de la Corrèze,
26/02/2026, p. 13

**DORDOGNE****UN ÉTUDIANT LANCE UNE APPLI
POUR LES REMPLACEMENTS
DES INFIRMIÈRES**

Infirmea, plateforme lancée par un étudiant originaire de Bassillac-et-Auberoche (Dordogne), propose la mise en relation entre infirmières libérales et cabinets pour des remplacements. Basée à Toulouse, la start-up revendique 56 utilisateurs un mois après son lancement.

Pour en savoir plus :

SOURCES Dordogne Libre,
25/02/2026, p. 4

**CHARENTE-MARITIME****LES PROFESSIONNELS
DE L'HÔTELLERIE INNOVENT
POUR LE RECRUTEMENT**

Seize demandeurs d'emploi ont participé lundi à un « Hôtel éphémère » à La Rochelle, concept insolite organisé par France Travail et l'UMIH 17. L'idée était de découvrir les métiers de l'hôtellerie en immersion et faciliter des recrutements saisonniers via un job dating.

Pour en savoir plus :

SOURCES Sud Ouest Charente-Maritime,
25/02/2026, p. 15

**VIENNE****APRÈS SA REPRISE,
LA BOULANGERIE NAULT
MAINTIENT SES 42 EMPLOIS**

Les 42 salariés de la boulangerie Nault à Availles-Limouzine (Vienne) sont maintenus dans l'emploi après la reprise en janvier de l'établissement historique par une jeune entrepreneuse. L'entreprise fournit collectivités et administrations, dont le CHU de Poitiers, et envisage des investissements.

Pour en savoir plus :

SOURCES La Nouvelle République, édition de la Vienne,
25/02/2026, p. 22





PLANS & CESSIONS

LOT-ET-GARONNE

L'EX MANUFACTURE DE TABAC DE TONNEINS POURRAIT ÊTRE VENDUE POUR 800 000 €

L'ex manufacture de tabacs de Tonneins (Lot-et-Garonne), qui fit couler tant d'encre après avoir supprimé 340 emplois, pourrait être vendue pour 800 K€ à un investisseur qui promet un vaste complexe sportif, gastronomique et locatif sur 3 500 m². Le projet devait être détaillé en conseil municipal mercredi mais l'opposition l'a boycotté.

Pour en savoir plus :

SOURCE Sud Ouest Lot-et-Garonne, 25/02/2026, p. 17
Le Républicain, édition du Lot-et-Garonne, 20/02/2026, en ligne
Sud Ouest Lot-et-Garonne, 27/02/226, p. 10

MALGRÉ L'ABSENCE D'AUTORISATION, LA STARTUP CONSTRUIT SON USINE

À Penne-d'Agenais (Lot-et-Garonne), la startup Panacéa a lancé la construction de son unité industrielle sans autorisation d'urbanisme, malgré un refus préalable en zone naturelle classée à risques. Lauréate de concours et soutenue par Bpifrance et la Région, l'entreprise invoque un quiproquo.

Pour en savoir plus :

SOURCE Sud Ouest Lot-et-Garonne, 23/02/2026, p. 10-11



PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

L'ENTREPRISE DE CYBERSÉCURITÉ BASQUE PASSE SOUS PAVILLON BRITANNIQUE

La société londonienne Aries Global vient de prendre le contrôle de l'entreprise basque IS Decisions, fondée il y a 26 ans et basée à Bidart, dans les Pyrénées Atlantiques. La PME, qui emploie plus d'une trentaine de salariés, est spécialisée dans la cybersécurité. Elle a déclaré pour 2025 un chiffre d'affaires de 4,57 M€ et un résultat net de 785,40 k€.

Pour en savoir plus :

SOURCE Le Journal des Entreprises, 23/02/2026, en ligne
La Vie économique du Sud Ouest, 17/02/2026, en ligne
Communiqué Aries Global, 16/02/2026, en ligne



PAU : PAIE & RH SOLUTIONS RACHETÉE PAR UN GÉANT BELGE DU SECTEUR

La société Paie & RH solutions, basée à Pau et qui emploie 130 salariés dans la région, vient d'être rachetée par le groupe belge SD Worx. Ce spécialiste du secteur (10 000 employés dans le monde) entend conforter sa présence sur le territoire régional.

Pour en savoir plus :

SOURCES Le Journal des Entreprises, 24/02/2026, en ligne
La Vie économique du Sud Ouest, 24/02/2026, en ligne



L'AGENDA SOCIAL

des mois à venir



- 27 MARS - Point d'étape imprimerie Aubin de Ligugé (86).
- 1^{ER} AVRIL - Examen du bilan de l'entreprise Allande (87).
- 09 AVRIL - Décision concernant Lecas Nersac (16), trib. de Caen.
- 10 AVRIL - Procès amiante du site EDF Arjuzanx à Mont-de-Marsan (40).

agenda@aqisocial.fr



INVESTISSEMENTS

Vos retours sont précieux !

Cet outil de revue de presse sociale, conçu pour faciliter le repérage, la synthèse et l'angle social de l'information locale, entre dans **une phase de bêta-test**. Quelques lecteurs sont recherchés pour l'utiliser en conditions réelles, faire remonter d'éventuels dysfonctionnements et formuler des retours sur l'ergonomie, la pertinence des contenus et les règles éditoriales. L'objectif est d'améliorer l'outil avant son déploiement plus large, en s'appuyant sur des usages concrets et exigeants.

 testeurs@aquisocial.fr

SUIVEZ NOUS
SUR LES RÉSEAUX



DORDOGNE

500 000 € DÉVOLUS À DES PRÊTS D'HONNEUR POUR LES AGRICULTEURS

La Chambre d'agriculture de Dordogne et Initiative Périgord lancent le Fonds initiative de développement agricole (Fida). Ce prêt d'honneur à taux zéro, plafonné à 15 000 euros, vise les exploitations en croissance (diversification, agrandissement, recrutement). Trois agriculteurs en ont déjà bénéficié. Le dispositif, une première en France, est doté de 500 000 euros la première année.

Pour en savoir plus :

SOURCES

Ici Périgord,
20/02/2026, en ligne
Sud Ouest Dordogne,
23/02/2026, p. 12



EN BOURSE CETTE SEMAINE

Les investisseurs...

...achètent

Docks pétrol. d'Ambès <i>Stockage pétrolier</i>	Cestas (33)	955,00€	5,52%
Fontaine Pajot <i>Construction navale</i>	La Rochelle (17)	95,40€	4,84%
Rougier <i>Exploitation et travail du bois</i>	Niort (79)	15,40€	4,05%
Cred. Agr. Tour.-Poitou <i>Banque</i>	Poitiers (86)	129,00€	3,20%
Fermentalg <i>Biotechnologie</i>	Libourne (33)	0,45€	2,27%
Legrand <i>Équipement électrique</i>	Limoges (87)	153,95€	1,85%
Arverne <i>Géothermie</i>	Pau (64)	5,10€	0,99%
Lectra <i>Technologie, logiciels</i>	Cestas (33)	19,42€	0,62%
Mon Courtier Energie <i>Courtier en énergie</i>	Bordeaux (33)	4,52€	0,44%
UV Germi <i>Matériels industriels UV</i>	Saint-Viance (19)	2,97€	0,34%

Nous suivons la performance boursière des principales entreprises de la région cotées à Paris dont nous avons connaissance. Les cours sont arrêtés au jeudi soir, l'évolution reflète la tendance sur la semaine glissante, d'un numéro d'Aquisocial à l'autre. Nous suivons 27 entreprises dans dix des onze départements de la région : leurs capitalisations varient de moins d'un million à 37 milliards d'euros (Legrand).

SOURCE Infographie Aquisocial / Google Finance / Euronext

+3,65%

...vendent

Immersion <i>Logiciels</i>	Bordeaux (33)	2,18€	-17,42%
i2s <i>Imagerie industrielle</i>	Pessac (33)	5,75€	-10,16%
Rémy-Cointreau <i>Vins et spiritueux</i>	Cognac (16)	40,60€	-8,23%
Klarsen <i>Datamarketing</i>	Bordeaux (33)	1,01€	-6,48%
Eaux de Royan <i>Distribution d'eau</i>	Royan (17)	41,60€	-2,80%
Hunyvers <i>Véhicules de loisirs</i>	Limoges (87)	7,14€	-2,46%
Groupe Gascogne <i>Papier, emballage, bois</i>	Mimizan (40)	2,26€	-1,74%
Ashler & Manson <i>Courtier en assurances</i>	Bordeaux (33)	2,80€	-1,41%
Poujoulat <i>Fabrication de cheminées</i>	Niort (79)	8,00€	-0,99%
Valbiotis <i>Santé</i>	Périgny (17)	1,01€	-0,98%
Cheops technology <i>Services informatiques</i>	Canéjean (33)	57,00€	-0,87%
Hydrogène de France <i>Hydrogène</i>	Blanquefort (33)	3,37€	-0,30%



INVESTISSEMENTS

GIRONDE

UN VOYAGE EN INDE ET DES CONTRATS SIGNÉS POUR EPSILON COMPOSITE

Epsilon Composite (200 salariés, 35 M€ de CA), fournisseur d'équipements industriels basé à Gaillan-en-Médoc (Gironde), tire profit du voyage en Inde de son dirigeant dans la délégation du président Emmanuel Macron. Plusieurs contrats ont été conclus avec le pays, offrant des perspectives de croissance.

Pour en savoir plus :

SOURCES Sud Ouest Bordeaux Agglo, 27/02/2026, p. 12
Le Journal des entreprises, 26/02/2026, en ligne



CORRÈZE

DES INVESTISSEURS SONT SUR LE POINT DE RACHETER L'ANCIEN GÉANT DE MALLEMORT

À Malemort (Corrèze), le maire a annoncé jeudi, en conseil municipal, qu'un projet de reprise de l'ex-Géant Casino, fermé en septembre 2024 avec 69 suppressions d'emplois, serait « bouclé à 99 % ». Sept à huit boutiques sont envisagées. Une réouverture pourrait intervenir fin 2027.

Pour en savoir plus :

SOURCES La Montagne, édition de la Corrèze, 27/02/2026, p. 9
Ici Limousin, 27/02/2026, en ligne

HAUTE-VIENNE

IKEA POURRAIT S'IMPLANTER À LIMOGES DANS LES PROCHAINS MOIS

L'enseigne suédoise Ikea serait sur le point de s'installer à Limoges, selon une information du Populaire du Centre. Des négociations semblent en cours en vue d'une implantation au centre commercial Family Village, alors que l'enseigne concurrente Alinea n'est plus dans la zone.

Pour en savoir plus :

SOURCES Le Populaire du Centre, 26/02/2026, p. 6



AUX CARS, LES DEUX INDUSTRIELS VEULENT FORMER UNE « BELLE PAIRE »

Aux Cars (Haute-Vienne), Maison Broussaud et Le Slip Français renforcent leur alliance avec « La Belle Paire », atelier commun dédié à la marque parisienne. Les deux partenaires, associés à 50-50, investissent dans treize machines et quatre embauches pour porter la production à 400.000 paires par an.

Pour en savoir plus :

SOURCES Les Echos, 19/02/2026, en ligne
Le Populaire du Centre, 20/02/2026, p. 2-3
Le Journal des Entreprises, 20/02/2026, en ligne
L'Usine Nouvelle, 23/02/2026, en ligne
Ici Limousin, 23/02/2026, en ligne



NOMINATIONS

- **Robin Armand**, directeur de cabinet de la préfète de Dordogne, à Périgueux (*Ici Périgord*, 24/02/2026, en ligne)
- **Nicolas Audu**, directeur du groupe scolaire Charles-de-Foucaud à Limoges (*Le Populaire du Centre* 27/02/2026, p. 11)
- **Benoît Laborde**, président (réélu) de la section semences au sein de l'association générale des producteurs de maïs, dans les Landes (*Sud Ouest Landes*, 27/02/2026, p. 11)



Aquisocial, la Semaine Sociale en Nouvelle-Aquitaine du 27/02/2026

est une revue de presse numérique éditée par Benoît Caurette, 120 rue Saint-Roch, 16000 Angoulême ; www.aquisocial.fr

Hebdomadaire, paraît le vendredi

Relève du dépôt légal de l'internet (Code du patrimoine, art. L132-2).

La revue est archivée par la bibliothèque nationale de France dans le cadre de ses collectes numériques.

Responsable de la publication : Benoît Caurette (b.caurette@aquisocial.fr)

Aquisocial propose des synthèses de l'actualité sociale en Nouvelle-Aquitaine à partir d'articles diffusés par les médias régionaux. Les contenus sont organisés et résumés par un journaliste professionnel aux fins de fournir un aperçu structuré. Chaque texte mentionne sa source originale.

**FAITS-DIVERS****CHARENTE-MARITIME****UN BOUILLEUR DE CRU AMBULANT PRIVÉ DE SON OUTIL DE TRAVAIL APRÈS UN VOL**

Un bouilleur de cru ambulant installé à Breuil-la-Réorte (Charente-Maritime) s'est fait voler son alambic de 1915, dans la nuit de mardi à mercredi. L'outil de 2,7 tonnes, restauré pour 70 000 €, est essentiel à son activité saisonnière.

Pour en savoir plus :

SOURCE

Ici La Rochelle, 25/02/2026, en ligne
L'Angérien Libre, 25/02/2026, en ligne

**GIRONDE****UN GENDARME BLESSÉ LORS D'UN CONTRÔLE, LE PILOTE EN FUITE FINIT PAR SE RENDRE**

Lundi, un gendarme a été blessé lors d'un contrôle à Castelnau-de-Médoc (Gironde). Renversé par un scooter, il est tiré d'affaire et le pilote fuyard, un jeune de 18 ans sous l'emprise de stupéfiants, s'est rendu à la gendarmerie.

Pour en savoir plus :

SOURCES

Ici Gironde, 24/02/2026, en ligne
France 3 Nouvelle-Aquitaine, 24/02/2026, en ligne
Sud Ouest Bordeaux Agglo, 25/02/2026, p. 12

**CHARENTE****UNE EX GENDARME ACCUSÉE D'AVOIR VOLÉ UN RICHE RETRAITÉ**

Une ex-gendarme de 34 ans, précédemment en poste à Hiersac (Charente), a été mise en examen pour abus de faiblesse et blanchiment. Elle est soupçonnée d'avoir détourné plus d'un million d'euros à un retraité de Douzat, décédé en avril dernier.

Pour en savoir plus :

SOURCES

Charente Libre,
27/02/2026, p. 3

**HAUTE-VIENNE / CORRÈZE****LES SALARIÉS D'UNE ENTREPRISE DE LIVRAISON DE LIMOGES VOLAIENT LES COLIS...**

Deux salariés (dont un occasionnel) d'une entreprise de livraison de Limoges et un complice ont été interpellés mardi 17. Les trois individus avaient mis au point un stratagème pour voler des colis. Le préjudice est estimé à plus de 10 000 €.

Pour en savoir plus :

SOURCES

Le Populaire du Centre,
23/02/2026, p. 4

**...LE CHAUFFEUR ROUTIER CORRÉZIEN AUSSI**

Un chauffeur routier a également été arrêté la semaine dernière en Corrèze, à Salon-la-Tour, pour vols de colis. Les gendarmes évaluent le préjudice à 50 000 €.

Pour en savoir plus :

SOURCES

La Montagne,
édition de la Corrèze, 24/02/2026, p. 4

**PYRÉNÉES-ATLANTIQUES****UN HOMME DEVANT LA JUSTICE POUR AVOIR MENACÉ UNE CHERCHEUSE ET SON AVOCAT**

Un homme a été jugé mardi à Pau pour des messages visant une chercheuse du CNRS et son avocat, publiés en août 2024 sur le réseau X. Déjà condamné en 2023 pour menaces, il conteste les faits. Décision le mars.

Pour en savoir plus :

SOURCE

La République des Pyrénées,
26/02/2026, p. 4



CHAQUE MATIN
WWW.AQUISOCIAL.FR

LIT POUR VOUS 30 ÉDITIONS
DE LA PRESSE

QUOTIDIENNE RÉGIONALE
& DES MÉDIAS SPÉCIALISÉS



Notre résumé dès **09:00**

POUR UNE INFORMATION COMPLÈTE,
NOUS VOUS INVITONS À CONSULTER LES ARTICLES CITÉS,
EN SUIVANT LES RÉFÉRENCES QUE NOUS INDIQUONS